COUR D'APPEL DE PARIS

Pôle 2 - Chambre 3

ARRET DU 19 MARS 2018

(n°2018/53 - 14 pages)

Numéro d'inscription au répertoire général : 17/17193

Décision déferée à la Cour : Jugement du 20 Janvier 2014 -Tribunal de Grande Instance d'AUXERRE - RG n° 12/00869

APPELANTE

La MUTUELLE D'ASSURANCES DES INSTITUTEURS de FRANCE (MAIF), S.A.

[...]

[...]

Représentée par Me Philippe S. de la SCP R.-S.-F.-F.-G. avocat au barreau de SENS

INTIMES

Monsieur Christophe B. Monsieur B. intervenant tant en son nom propre, qu'ès qualités d'administrateur légal, avec sa femme, des biens de leur fille, Ambre B.

Monsieur B. est (1) immatriculé auprès de la CPAM des Yvelines sous le numéro 1 75 03 06 088 033 et (2) affilié (lors des faits) auprès de la mutuelle MERCER sous le même numéro

[...]

[...]

né le 03 Mars 1975 à [...]

Madame Céline L. épouse B. Madame B. agissant tant en son nom propre, qu'ès qualités d'administratrice légale, avec son mari, Monsieur B., des biens de leur fille, Ambre B.

[...]

[...]

née le 09 Août 1974 à [...]

Mademoiselle Ambre B. représentée, pour les besoins des présentes, par ses parents, Christophe et Céline B., en leur qualité d'administrateurs légaux de ses biens

[...]

[...]

née le 19 Février 2003 à [...]

Tous représentés et assistés Me Cyril I. de la SELARL I. F. ASSOCIES, avocat au barreau de PARIS, toque : C0778

INTERVENANTES

CPAM DES YVELINES

[...]

[...]

Défaillante, régulièrement citée.

SAS MERCER

[...]

[...]

N° SIRET : 390 58 9 4 55

Défaillante

COMPOSITION DE LA COUR :

En application des dispositions des articles 786 et 907 du code de procédure civile, l'affaire a été débattue le 05 Février 2018, en audience publique, les avocats ne s'y étant pas opposés, devant M. Thierry RALINCOURT, Président de chambre et Mme Clarisse GRILLON Conseillère chargée du rapport,

Ces magistrats ont rendu compte des plaidoiries dans le délibéré de la Cour, composée de :

M. Thierry RALINCOURT, Président de chambre

Mme Clarisse GRILLON, Conseillère

Mme Sophie REY, Conseillère,

Greffier, lors des débats : Mme Zahra BENTOUILA

ARRET : Réputé contradictoire

- par mise à disposition de l'arrêt au greffe de la Cour, les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du code de procédure civile.

- signé par M. Thierry RALINCOURT, président et par Mme Zahra BENTOUILA, greffier présent lors du prononcé.

Le 26 février 2006, Christophe B., né le 3 mars 1975 et alors âgé de 30 ans, a été victime d'un accident de chasse dans les conditions suivantes : il se rendait vers son poste de chasse en compagnie de Francis T., lorsque ce dernier a tiré en direction d'un chevreuil à trois reprises avec sa carabine, dont la déflagration a été à l'origine d'un traumatisme sonore avec perte partielle d'audition, constatée dès le lendemain des faits par un ORL.

La MAIF, assureur de Francis T., ne conteste pas le droit à entière indemnisation de la victime.

Christophe B. a été expertisé extra-judiciairement par les Docteurs Philippe C. et Régis C. (ORL), qui ont déposé plusieurs rapports dont le dernier clos le 13 octobre 2008, et par deux psychiatres, le Docteur Eric C. (rapport du 9 mars 2010) et le Docteur Thierry D. (rapport du 19 décembre 2010).

Par jugement du 20 janvier 2014 (n° 12/00869), le Tribunal de grande instance d'Auxerre a, essentiellement :

- constaté le droit à indemnisation de Christophe B.,

- fixé les débours de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Yvelines à la somme de 280,55 euros au titre des dépenses de santé,

- fixé le préjudice global de Christophe B. à la somme de 93.399 euros et condamné la MAIF à lui payer la somme de 88.399 euros, provisions déduites,

- condamné la MAIF à payer à Céline B. les sommes de 5.000 euros au titre du préjudice d'affection et 2.000 euros au titre du préjudice résultant des troubles dans les conditions d'existence,

- condamné la MAIF à payer à Ambre B. les sommes de 2.000 euros au titre du préjudice d'affection et 1.000 euros au titre du préjudice résultant des troubles dans les conditions d'existence,

- condamné la MAIF à payer à Christophe B. la somme de 2.000 euros au titre de l'article 700 du code de procédure civile,

- déclaré le jugement opposable à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Yvelines et à la mutuelle MERCER.

Sur appel interjeté par déclaration du 8 septembre 2017, et selon dernières conclusions notifiées le 27 novembre 2017, il est demandé à la Cour par la MAIF de :

- réformer la décision entreprise et débouter Christophe B. de ses demandes relatives à la prise en charge du surcoût lié à la prévoyance et au calcul de la capitalisation pour les postes nécessitant ce calcul,

- fixer aux montants indiqués dans les conclusions et détaillés dans le tableau ci-dessous les sommes devant revenir à Christophe B. au titre de l'incidence professionnelle, du déficit fonctionnel temporaire, des souffrances endurées et du déficit fonctionnel permanent,

- débouter Christophe B. de sa demande au titre du préjudice d'agrément,

- dire n'y avoir lieu d'allouer une indemnité à Céline L. épouse B. et Ambre B., mineure, représentée par ses parents,

- condamner in solidum Christophe B., Céline L. épouse B. et Ambre B., mineure représentée par ses parents, à lui payer une indemnité de 1.500 euros sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile.

Selon dernières conclusions d'appel incident notifiées le 21 novembre 2017, il est demandé à la Cour par Christophe B., Céline L. épouse B. et leur fille mineure Ambre B. de :

- confirmer le jugement entrepris, à l'exception de l'évaluation des postes de préjudices suivants : frais de médecin conseil, surcoût de prise en charge par la prévoyance, prothèse auditive, incidence professionnelle avant et après consolidation, déficit fonctionnel temporaire partiel, souffrances endurées, déficit fonctionnel permanent, préjudice esthétique définitif, préjudice d'agrément, et fixer l'évaluation de ces postes de préjudices aux montants indiqués dans les conclusions et détaillés ci-après,

- en conséquence, fixer les préjudices de Christophe B. à la somme totale, sauf à parfaire, de 188.417,65 euros, et condamner la MAIF à lui payer la somme de 185.350,93 euros en deniers et quittances,

- confirmer l'évaluation des préjudices subis par Céline B. et Ambre B. au titre des troubles dans les conditions d'existence et du préjudice moral et d'affection, et en conséquence, condamner la MAIF à payer à Céline B. la somme totale de 7.000 euros et à Ambre B. celle de 3.000 euros,

- en tout état de cause, juger que les sommes qui seront allouées à Christophe B. porteront intérêts au taux légal à compter du jugement pour les sommes allouées par le tribunal et à compter de l'arrêt à intervenir pour le surplus,

- confirmer la condamnation de la MAIF à payer à Christophe B. la somme de 2.000 euros au titre de l'article 700 du code de procédure civile pour la procédure en première instance, et la somme complémentaire de 3.000 euros sur le même fondement en cause d'appel,

- déclarer l'arrêt à intervenir commun à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Yvelines et à la mutuelle MERCER.

Les prétentions des parties peuvent être récapitulées comme suit :

Christophe B.	jugement	demandes	offres
préjudices patrimoniaux			
temporaires			
- dépenses de santé actuelles			
à la charge de la victime	1 170,00 €	1 170,00 €	1 170,00 €
- frais divers (médecin conseil)	1 050,00 €	1 450,00 €	1 050,00 €
- incidence professionnelle	non récl.	13 089,28 €	0,00 €
permanents			
- dépenses de santé futures			

thérapie comportementale	900,00 €	900,00 €	900,00 €
surcoût prévoyance	14 612,96 €	20 333,56 €	0,00 €
prothèse auditive	593,97 €	759,28 €	non chiffré
- incidence professionnelle	30 272,17 €	74 815,53 €	7 000,00 €
préjudices extra-patrimoniaux			
temporaires			
- déficit fonctionnel temporaire	4 800,00 €	5 400,00 €	4 200,00 €
- souffrances endurées	10 000,00 €	20 000,00 €	5 000,00 €
- préjudice esthétique temporaire	500,00 €	500,00 €	500,00 €
permanents			
- déficit fonctionnel permanent	17 000,00 €	25 000,00 €	15 000,00 €
- préjudice esthétique permanent	2 500,00 €	5 000,00 €	500,00 €

- préjudice d'agrément	10 000,00 €	20 000,00 €	0,00 €
- TOTAL	93 399,10 €	188 417,65 €	35 320,00 €
Céline B.			
- préjudice d'affection	5 000,00 €	5 000,00 €	0,00 €
- troubles conditions d'existence	2 000,00 €	2 000,00 €	0,00 €
Ambre B.			
- préjudice moral et d'affection	2 000,00 €	2 000,00 €	0,00 €
- troubles conditions d'existence	1 000,00 €	1 000,00 €	0,00 €

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Yvelines, à laquelle la déclaration d'appel a été signifiée à personne habilitée, n'a pas constitué avocat mais a fait savoir, par courrier du 28 avril 2016, que le décompte définitif de ses prestations servies à Christophe B. ou pour son compte s'élève à la somme de 280,55 euros au titre des frais médicaux et pharmaceutiques.

La société MERCER, cabinet de courtage, à laquelle la déclaration d'appel a été signifiée à personne habilitée, n'a pas constitué avocat. Par courrier du 25 avril 2016, elle a précisé qu'elle avait reçu délégation de gérer le service des prestations assurées pour le compte de la société UNIPREVOYANCE, au titre du contrat souscrit par la société A. France au bénéfice de ses salariés (parmi lesquels Christophe B.), et n'avait pas eu à exposer des fonds dont elle pourrait demander le remboursement à l'auteur du dommage.

MOTIFS de l'ARRÊT

1 - Sur la réparation du préjudice corporel de Christophe B.

Les Docteurs C. et C. (experts ORL) et le Docteur D. (expert psychiatre), ont émis l'avis suivant sur le préjudice corporel subi par Christophe B. :

- blessures provoquées par l'accident : traumatisme sonore au niveau de l'oreille gauche, avec chute sur les fréquences les plus aiguës s'accompagnant d'un phénomène d'hyperacousie douloureuse, ayant justifié la prescription d'un traitement médicamenteux, un suivi ORL et la réalisation d'une protection anti-bruit filtrante,

> sur le plan ORL :

- déficit fonctionnel temporaire partiel (pour toutes les activités personnelles dont les activités ludiques et sportives) : du 26 février 2006 au 26 février 2008,

- absence d'arrêt temporaire des activités professionnelles imputable,

- souffrances endurées : 3/7,

- consolidation : le 26 février 2008,

- frais futurs : renouvellement de la prothèse filtrante,

- déficit fonctionnel permanent : 4 %,

- préjudice esthétique : 0,5/7 (compte tenu du port permanent d'une prothèse filtrante),

- absence d'incidence professionnelle,

- préjudice d'agrément,

> sur le plan psychique :

- déficit fonctionnel temporaire partiel de 10 % dans toutes les activités personnelles (dont ludiques et sportives) : du 26 février 2006 au 26 février 2008,

- absence d'arrêt temporaire des activités professionnelles imputable,

- incidence professionnelle transitoire jusqu'à la consolidation,

- souffrances endurées : 3/7,

- consolidation : le 26 février 2008,

- déficit fonctionnel permanent : 6 %,

- soins post-consolidation : thérapie comportementale et cognitive (10 séances).

Au vu de ces éléments et des pièces produites par les parties, le préjudice corporel de Christophe B. sera indemnisé comme suit.

Préjudices patrimoniaux temporaires (avant consolidation)

* dépenses de santé actuelles

Les parties concluent à la confirmation de l'indemnisation de 1.170 euros allouée en première instance au titre des frais de thérapie comportementale.

* frais divers

Christophe B. sollicite la somme de 1.450 euros, correspondant aux honoraires du Docteur C. (1.050 euros) et du Docteur G. (400 euros) selon factures versées aux débats, tandis que la MAIF refuse de prendre en charge les frais d'expertise du Docteur G. (sans autre explication).

La demande est pourtant justifiée par la pièce n° 7.4 versée aux débats, consistant en une note d'honoraires établie le 20 décembre 2009 par le Docteur Jacques G., ORL, visant le sinistre du 26 février 2006 et un dossier suivi par Maître Cyril I., et précisant qu'une expertise de Christophe B. a été effectuée le 18 novembre 2009 et que la facture a été acquittée par chèque le jour de l'expertise.

L'assistance de Christophe B. par le Docteur G. étant ainsi justifiée et son imputabilité à l'accident du 26 février 2006 démontrée, il sera fait droit à la demande, pour la somme totale de 1.450 euros.

* incidence professionnelle temporaire

Christophe B. fait valoir :

- qu'au moment de l'accident, il travaillait au sein de la société Laboratoires A. ; qu'il a cherché un poste mieux rémunéré au cours de l'année 2007 et signé en janvier 2008 un nouveau contrat au sein de la société VETOQUINOL, dont la période d'essai n'a pas été renouvelée en raison des troubles psychologiques liés à l'accident ; qu'il s'est inscrit à l'ANPE en juin 2008 et signé un nouveau contrat au sein de la société GAN en novembre 2008,

- que cette instabilité professionnelle, en particulier l'impossibilité dans laquelle il s'est trouvé de conserver son emploi chez VETOQUINOL alors qu'il était mieux rémunéré que chez son précédent employeur, trouve son origine dans l'accident, comme souligné par le Docteur D. qui évoque 'une instabilité professionnelle transitoire',

- qu'il a également subi une dévalorisation sur le marché du travail pendant sa période de recherche d'emploi, ainsi qu'une pénibilité et une fatigabilité accrues, une limitation de ses activités au sein de l'entreprise, enfin une baisse de moral et d'intérêt pour sa profession,

- que ce retentissement temporaire dans la sphère professionnelle, qui ne se confond pas avec le déficit fonctionnel temporaire concernant l'invalidité subie par la victime dans sa sphère personnelle, justifie une indemnisation distincte ; qu'ayant été empêché dans son travail ou dans la

recherche d'un emploi, a minima à hauteur de son déficit fonctionnel temporaire partiel soit 25% sur le plan psychiatrique et ORL, son préjudice doit être indemnisé à hauteur de 13.089,28 euros, soit :

2.148,72 euros (salaire net au moment de l'accident) x 731 jrs / 30 jrs x 25 %.

La MAIF rappelle que les premiers juges ont rejeté la demande de Christophe B. au titre de la perte de gains professionnels actuels alléguée et constate qu'il sollicite désormais l'indemnisation d'une incidence professionnelle avant consolidation, à laquelle elle s'oppose aux motifs :

- que l'incidence professionnelle, telle que définie par la nomenclature DINTILHAC, complète l'indemnisation des pertes de gains professionnels futurs et constitue un poste patrimonial permanent,

- que la distinction opérée par la victime n'a pas lieu d'être, alors que le Docteur D. n'a retenu qu'une incidence professionnelle transitoire jusqu'à la consolidation et que la période de chômage de juin à novembre 2008 ne saurait justifier une incidence professionnelle temporaire,

- que c'est par choix et de son propre chef que Christophe B., qui avait un emploi au moment de l'accident, a cherché un poste mieux rémunéré et trouvé un nouvel emploi ; qu'il n'est nullement démontré que le non-renouvellement de la période d'essai serait en lien avec l'accident ; que depuis le 3 novembre 2008, il bénéficie d'un contrat à durée indéterminée au sein de la compagnie GAN, moyennant un salaire variant entre 2.500 euros et 3.500 euros par mois, aussi élevé voire plus élevé que son salaire antérieur,

- qu'il justifie ainsi d'une activité professionnelle stable et qu'aucune des pièces versées aux débats n'établit que son instabilité professionnelle serait imputable de manière directe et certaine à l'accident de chasse.

Au sens de la nomenclature DINTILHAC, l'incidence professionnelle à caractère définitif a pour objet d'indemniser les incidences périphériques du dommage touchant à la sphère professionnelle, et vient compléter l'indemnisation éventuellement obtenue par la victime au titre du poste 'perte de gain professionnels futurs', sans pour autant aboutir à une double indemnisation du même préjudice.

Dès lors, l'indemnisation de l'incidence professionnelle temporaire subie par Christophe B. alors que son état n'était pas consolidé relève, non de l'incidence professionnelle, poste de préjudice à caractère patrimonial permanent, mais des souffrances endurées, poste de préjudice à caractère extra-patrimonial temporaire, permettant d'indemniser le préjudice professionnel allégué par la victime jusqu'à sa consolidation comme développé infra.

La demande sera par conséquent rejetée.

Préjudices patrimoniaux permanents (après consolidation)

- * dépenses de santé futures

> sur le surcoût de la prévoyance :

Christophe B. fait valoir :

- que son employeur (le GAN) lui a notifié une surprime de 100 % sur la tranche A de son salaire, motivée par 'le traitement à visée circulatoire concernant vos acouphènes', calculée sur les mois de novembre 2010 à novembre 2011 et faisant apparaître un surcoût annuel de 661,34 euros,

- que ce surcoût demeurera, y compris lorsqu'il sera à la retraite s'il veut bénéficier d'une mutuelle, et doit donc être capitalisé en application du barème publié par la Gazette du Palais du 26 avril 2016, sur la base de l'euro de rente viagère pour un homme âgé de 42 ans à ce jour,

- que le lien avec l'accident est établi dès lors qu'avant le mois de mars 2010, aucune surprime pour les mêmes prestations n'était appliquée et que le surcoût résulte clairement des mentions figurant sur ses bulletins de salaire, distinguant d'une part le coût de la mutuelle et d'autre part

celui de la surprime effective à compter de mars 2010.

La MAIF sollicite l'infirmité du jugement et le rejet de la demande, en faisant valoir :

- que la souscription par Christophe B. d'un contrat de prévoyance comportant des majorations de primes, qui ne constitue pas un acte obligatoire, ne saurait obliger la MAIF et qu'il n'est pas établi que cette prévoyance soit en relation directe avec l'accident,

- que si la Cour devait retenir le lien entre cette surprime et l'accident, il conviendra de retenir que la surprime est de 0,20 % sur le coût annuel de 661,34 euros, de sorte que seul ce surcoût serait à capitaliser sur la base du barème BCIV actualisé en 2014, basé sur la table de mortalité INSEE 2006-2008 et un taux de 2,40 % utilisé pour la capitalisation des créances des organismes sociaux.

L'imputabilité aux séquelles de l'accident du surcoût annuel du contrat de prévoyance souscrit par Christophe B. auprès du GAN est justifié par les pièces versées aux débats, desquelles il résulte :

- que Christophe B. a souhaité être affilié au contrat collectif n° 500/382805/10000 et bénéficier des garanties 'incapacité temporaire et invalidité permanente, moyennant le paiement d'une surprime au taux de 100 %, soit un taux global de 1,20 % sur la tranche A et 1,50 % en tranche B' (lettre du GAN du 24 février 2010 - pièce n° 6.3),

- que la surprime a été appliquée à compter du mois de mars 2010 (bulletin de salaire - pièce n° 6.6), venant ainsi s'ajouter au coût de la mutuelle et figurant sur une ligne spécifique du bulletin de salaire (RPR 382805),

- qu'en réponse à sa lettre du 15 mars 2010 par laquelle il indiquait vouloir connaître les raisons pour lesquelles son affiliation au contrat a été acceptée avec des conditions particulières, il a été répondu à Christophe B. : 'Je vous informe que la surprime appliquée à votre contrat est motivée par le traitement à visée circulatoire concernant vos acouphènes' (lettre du médecin conseil du GAN du 27 avril 2010 - pièce n° 6.4).

Enfin, les nombreux rapports d'expertise versés aux débats soulignent l'absence de tout antécédent médical, psychiatrique ou traumatique présenté par Christophe B. avant l'accident, la survenance des acouphènes étant en lien direct, certain et exclusif avec le traumatisme sonore subi le 26 février 2006.

Les bulletins de salaire versés aux débats permettent d'évaluer le surcoût annuel ainsi supporté par la victime, pour la période de novembre 2010 à octobre 2011 inclus, à la somme de 661,34 euros (pièce n° 6.1 et 6.2).

Christophe B. est bien fondé en sa demande de capitalisation viagère pour la période future et d'application du barème publié par la Gazette du Palais en 2016 au taux de 1,04 %, plus adapté aux données économiques récentes en ce qu'il tient compte du taux moyen d'inflation des années 2014 et 2015, de sorte que l'indemnisation de ce poste de préjudice pourrait être fixée comme suit :

- période de novembre 2010 à octobre 2017 inclus :

$661,34 \text{ euros} \times 7 \text{ ans} = 4.629,38 \text{ euros}$

- à compter de novembre 2017 (l'intéressé étant âgé de 42 ans) :

$661,34 \text{ euros} \times 29,746 \text{ euros} = 19.672,22 \text{ euros}$

- total : 24.301,60 euros.

En application de l'article 5 du code de procédure civile, l'indemnisation de ce poste de préjudice sera liquidée à la somme de 20.333,56 euros demandée par Christophe B..

> frais de thérapie comportementale :

Les parties concluent à la confirmation de l'indemnisation de 900 euros allouée en première instance au titre des frais de thérapie comportementale.

> prothèse auditive :

Les experts ORL ont retenu, au titre des frais futurs, la nécessité du renouvellement de la prothèse auditive filtrante tous les 4 à 5 ans, pour un montant de l'ordre de 90 euros.

Le désaccord des parties porte uniquement sur le barème de capitalisation, celui publié par la Gazette du Palais 2016 étant retenu pour les motifs développés supra.

Christophe B. sollicite l'indemnisation de ce poste de préjudice de la manière suivante : $90 \text{ euros} + [(90 / 4 \text{ ans}) \times 29,746] = 759,28 \text{ euros}$.

Il sera fait droit à la demande.

* incidence professionnelle

Christophe B. sollicite la somme de 74.815,53 euros, en faisant valoir qu'il subit :

- une dévalorisation incontestable sur le marché du travail, illustrée par la nécessité pour lui de choisir un emploi auprès du GAN bien moins rémunéré que précédemment,
- une pénibilité importante compte tenu de son hyperacousie, des acouphènes et de la nécessité de porter des prothèses filtrantes pour se protéger du bruit, sa participation aux réunions, repas de travail ou salons professionnels étant extrêmement difficile,
- une diminution de l'intérêt de son travail, étant désormais contraint dans le développement de son activité et voyant sa carrière connaître un infléchissement très net depuis l'accident,
- qu'étant a minima empêché dans son travail à hauteur de son taux de déficit fonctionnel permanent, il convient d'appliquer au salaire moyen qu'il percevait avant l'accident un coefficient global d'incidence professionnelle de 10 %, en distinguant la période des arrérages échus de la période future avec capitalisation.

La MAIF offre une indemnisation limitée à 7.000 euros, en faisant valoir :

- que le Docteur D. n'a retenu qu'une incidence professionnelle transitoire, jusqu'à la stabilisation de l'état de Christophe B. intervenue moins de deux ans après les faits,
- que l'intéressé a bénéficié de revenus supérieurs après son accident, ce qui n'est pas contesté,
- que le calcul consistant à adosser la réparation de l'incidence professionnelle sur le revenu perçu antérieurement à l'accident est 'aux antipodes' de ce que retient la nomenclature DINTILHAC, dès lors que l'incidence professionnelle est la dimension subjective du préjudice professionnel, sans lien avec l'arithmétique du poste des pertes de gains futurs, et qu'il ne peut être fait d'amalgame entre l'incidence professionnelle et le taux de déficit fonctionnel permanent dont la victime reste atteinte,
- qu'aucune pièce médicale ou professionnelle ne démontre que dans le cadre de son poste au sein du groupe d'assurance GAN, Christophe B. serait confronté à un environnement professionnel difficile et que ses troubles seraient de nature à l'empêcher d'évoluer normalement dans son activité professionnelle.

L'incidence professionnelle tend à indemniser les incidences périphériques du dommage touchant à la sphère professionnelle, comme le préjudice subi par la victime en raison de sa dévalorisation sur le marché du travail ou de l'augmentation de la pénibilité de l'emploi qu'elle occupe imputable au dommage, ou de la nécessité de devoir abandonner la profession exercée avant le dommage au profit d'une autre choisie en raison de la survenance de son handicap.

Les experts C. et C. ont conclu à l'absence d'incidence professionnelle. Il en est de même pour le Docteur D., qui s'est prononcé uniquement en faveur d'une 'instabilité professionnelle transitoire' subie jusqu'au 26 février 2008.

Seul le Docteur C. conclut son rapport du 9 mars 2010 de la manière suivante : 'Il existe une incidence professionnelle liée aux troubles du caractère et aux troubles de la concentration, à double composante également, à la fois ORL (acouphènes) et psychiatrique (dépressif).'

Il résulte des pièces versées aux débats que Christophe B., au moment de l'accident, était salarié au sein des Laboratoires A., bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée depuis le 1er janvier 2006, comme 'ingénieur commercial diabétologie'. Ayant entrepris en 2007 de chercher un poste mieux rémunéré, il a obtenu un contrat au sein de la société VETOQUINOL, qui a pris effet en janvier 2008 en qualité de 'Délégué Vétérinaire'. Ce changement d'employeur résulte de sa propre initiative et n'est nullement en lien avec l'accident de chasse et ses conséquences.

Son contrat avec la société VETOQUINOL ayant pris fin le 3 juin 2008, il a perçu des indemnités ASSEDIC de juillet à octobre 2008 inclus, avant de signer un nouveau contrat, le 3 novembre 2008, avec la compagnie GAN Assurances, en qualité de chargé de mission protection sociale pour les professionnels, comme indiqué dans les rapports d'expertise.

Christophe B. ne justifie de sa situation professionnelle avant et après l'accident que par la production de deux certificats de travail ainsi que divers bulletins de salaire (de décembre 2006 pour la société A., de janvier à juillet 2008 pour la société VETOQUINOL et d'octobre 2009 à octobre 2011 pour la compagnie GAN).

Il évoque une perte de rémunération, cette perte alléguée n'ayant toutefois donné lieu à aucune réclamation au titre d'une perte de gains professionnels futurs.

Il évoque également une diminution de l'intérêt de son travail et décrit un infléchissement de sa carrière professionnelle depuis l'accident, mais ne produit aucun contrat de travail ni aucun élément de preuve (fiches de postes, attestation de ses employeurs) relatif aux emplois successivement occupés (caractéristiques et contraintes particulières) et à l'évolution professionnelle espérée.

Enfin, il affirme que le non-renouvellement de la période d'essai de 6 mois au sein de la société VETOQUINOL serait en lien avec les séquelles de l'accident, sans toutefois produire ni son contrat de travail ni aucun élément de preuve en ce sens.

Dès lors, et au vu de ces seuls éléments, la diminution de l'intérêt du travail et l'infléchissement de la carrière en lien avec les troubles cognitifs et auditifs ne sont pas caractérisés et ne constituent pas un préjudice indemnisable au titre de l'incidence professionnelle.

Il en est de même s'agissant de la dévalorisation sur le marché du travail alléguée par Christophe B. comme ayant été subie pendant la période de recherche d'emploi (soit de juin à novembre 2008), faute d'élément de preuve et alors qu'il ne démontre pas avoir dû renoncer à certains emplois en raison des séquelles de l'accident.

En revanche, les lésions auditives et cognitives décrites par les experts, même s'ils n'ont retenu aucun préjudice professionnel permanent, à l'exception du Docteur C., ont nécessairement été à l'origine d'une plus grande fatigabilité et d'une pénibilité accrue dans l'exercice des activités professionnelles.

Il résulte des rapports des Docteurs D. et C. qu'après avoir suivi une formation de vente action marchande et obtenu un BEP en alternance puis un bac pro suivi d'un BTS force de vente obtenu en 1997, Christophe B. travaille depuis l'âge de 22 ans dans le domaine commercial, domaine professionnel impliquant un contact avec la clientèle.

Or les expertises décrivent comme suit les difficultés rencontrées par Christophe B. dans sa vie professionnelle : déficit auditif particulièrement sensible dans les ambiances sonores, gêne importante lors des réunions (l'intéressé étant obligé de faire répéter son interlocuteur), troubles cognitifs avec difficultés de concentration et de mémorisation, acouphènes parasitant son esprit au point d'affecter sa performance.

Ainsi caractérisée, cette pénibilité professionnelle accrue étant susceptible d'être subie durant 32 ans, soit à compter de la consolidation à l'âge de 33 ans jusqu'à l'âge prévisible de départ en retraite (65 ans), ce poste de préjudice sera réparé par le versement de la somme de 30.000 euros.

Préjudices extra-patrimoniaux temporaires (avant consolidation)

* déficit fonctionnel temporaire

Les experts ORL ont retenu un déficit fonctionnel temporaire partiel, pour toutes les activités personnelles, dont les activités ludiques et sportives, du 26 février 2006 au 26 février 2008, sans autre précision. Sur le plan psychiatrique, le Docteur D. a retenu sur la même période et pour l'ensemble des activités un déficit fonctionnel temporaire partiel de 10 %.

Les parties s'accordent sur un déficit fonctionnel partiel au taux de 25 %, tel que retenu par le tribunal afin de tenir compte du préjudice subi sur le plan ORL et psychiatrique, mais s'opposent sur la base journalière d'indemnisation, Christophe B. réclamant une somme de 900 euros par mois, que la MAIF limite à 700 euros.

L'indemnisation du déficit fonctionnel temporaire sera liquidée sur une base mensuelle de 800 euros, en confirmation du jugement entrepris, soit : 24 mois x 800 euros x 25 %.

Ce poste de préjudice sera ainsi liquidé à hauteur de 4.800 euros.

* souffrances endurées

Les experts ont évalué à 3/7 les souffrances endurées par Christophe B..

Au sens de la nomenclature DINTILHAC, les souffrances endurées sont constituées de l'ensemble des souffrances physiques et psychiques, outre les troubles associés, endurés par la victime durant la maladie traumatique, soit du jour de l'accident à la date de consolidation.

A ce titre, sont indemnifiables les douleurs consécutives au traumatisme sonore sur le plan physique (hyperacousies douloureuses, céphalées, acouphènes) et les contraintes liées aux traitements, mais

également leurs conséquences sur le plan psychiatrique avec le développement progressif d'un état anxio-dépressif alimenté par les séquelles sensorielles chroniques.

Ces douleurs ont été subies par Christophe B. sur une période de deux ans, non seulement dans la sphère personnelle mais également dans le cadre professionnel, avec une pénibilité accrue et un moindre intérêt pour le travail, l'instabilité professionnelle transitoire retenue par le Docteur D. n'étant pas caractérisée au vu des pièces versées aux débats.

Les éléments ainsi réunis justifiant une majoration de l'indemnisation des souffrances endurées par la victime, dont il a été tenu compte par les premiers juges, ce poste de préjudice sera liquidé à la somme de 10.000 euros, en confirmation du jugement entrepris.

* préjudice esthétique temporaire

Les parties concluent à la confirmation de l'indemnisation de 500 euros allouée en première instance.

Préjudices extra-patrimoniaux permanents (après consolidation)

* déficit fonctionnel permanent

Les experts ORL l'ont évalué au taux de 4 % compte tenu de la perte auditive à gauche et de la persistance des manifestations neuro-sensorielles, d'une hyperacousie douloureuse et d'acouphènes bilatéraux.

Le Docteur D. a évalué au taux de 6 % le déficit fonctionnel permanent sur le plan psychiatrique, devant la persistance des troubles du caractère, des troubles cognitifs mineurs, avec troubles de l'attention et de la concentration, et d'un syndrome anxio-dépressif.

Compte tenu de l'âge de Christophe B. au jour de sa consolidation (33 ans), des souffrances physiques et psychiques, des troubles dans les conditions d'existence et de la perte de qualité de vie persistant postérieurement à la consolidation, exprimés par la victime deux ans après sa consolidation lors de son examen par le Docteur C. (doléances mentionnées en page 7 du rapport), l'indemnisation de ce poste de préjudice sera liquidée à la somme de 20.000 euros.

* préjudice esthétique permanent

Les experts ORL l'ont évalué au taux de 0,5/7 en raison du port permanent d'une prothèse filtrante.

L'indemnisation de ce poste de préjudice sera liquidée à la somme de 1.500 euros.

* préjudice d'agrément

Christophe B. fait valoir :

- que les experts ORL ont noté l'impossibilité de reprendre la chasse, à tout le moins dans des conditions identiques à celles antérieures à l'accident,
- qu'il s'agit pour lui d'un préjudice majeur, puisqu'il a vécu dans une famille de chasseurs et que la chasse fait partie intégrante de ses loisirs comme démontré par les photographies et attestations versées aux débats,
- qu'il a dû également réduire l'ensemble de ses loisirs (cinéma, théâtre, parc avec sa fille), faute de pouvoir supporter le bruit,
- que cette gêne à la pratique d'activités spécifiques n'est pas indemnisée au titre du déficit fonctionnel permanent, qui concerne plus généralement la perte d'autonomie personnelle de la victime dans les activités du quotidien.

La MAIF conclut au rejet de la demande en soulignant que le Docteur D. n'a pas retenu de préjudice d'agrément, et que Christophe B. a pu reprendre la chasse, de sorte que l'impossibilité d'une pratique régulière de ce loisir n'est pas avérée et que le fait de n'avoir pas repris dans les conditions antérieures est indemnisé au titre du déficit fonctionnel permanent.

Au sens de la nomenclature DINTILHAC, le préjudice d'agrément tend à réparer l'impossibilité pour la victime, provoquée par les séquelles du fait dommageable, de poursuivre les activités sportives ou de loisirs pratiquées avant l'accident.

Christophe B. justifie d'un permis de chasser délivré le 5 juillet 1991, et produit de nombreuses photographies le représentant adolescent puis adulte lors de parties de chasse et plusieurs attestations le décrivant comme 'un passionné de chasse', activité à laquelle il ne peut plus participer en raison des séquelles de son accident, étant souligné que son premier emploi a été celui de vendeur au rayon chasse du magasin Décathlon de Chambourcy.

La pratique régulière, antérieure à l'accident, de cette activité spécifique de loisir est ainsi démontrée, étant rappelé que c'est lors d'une partie de chasse que l'accident est survenu.

Si l'expert psychiatre n'a retenu aucun préjudice d'agrément, les Docteurs C. et C. ont conclu leur rapport du 13 octobre 2008 de la manière suivante : 'Il ne semble pas que la pratique de la chasse soit reprise. Si elle l'était, elle ne le serait pas dans les conditions antérieures. Il y a donc lieu de retenir un retentissement sur cette activité d'agrément'.

Plus précisément, il résulte :

- de leur premier rapport du 6 novembre 2006, que Christophe B. évoquait alors une prothèse obturatrice sur mesure effectuée le 3 mai 2006, portée en permanence et composée d'une prothèse filtrante et d'un bouchon anti-bruit pour la chasse, l'intéressé indiquant alors avoir pu reprendre la chasse,

- de leur deuxième rapport du 11 mai 2007, que la chasse avait été reprise avec une moindre fréquence et une protection renforcée, Christophe B. indiquant toutefois qu'il n'envisageait pas de reprendre cette activité lors de la prochaine ouverture.

Or il résulte des attestations versées aux débats qu'il ne peut plus chasser en raison des séquelles de son accident. Le Docteur D. souligne qu'il 'n'a jamais chassé de nouveau et aimerait reprendre cette activité' (page 8 du rapport), et les experts ORL concluent leur rapport définitif en considérant qu'il y a lieu de retenir un préjudice d'agrément lié à l'impossibilité d'exercer cette activité de loisir dans les conditions qui étaient celles d'avant l'accident, selon les termes exacts employés par l'épouse de Christophe B. dans son attestation (pièce n° 12).

Ce renoncement intervient alors que le Docteur C. a conclu dans son rapport du 9 mars 2010 à un préjudice d'agrément double, 'à la fois lié aux acouphènes mais également à l'anhédonie dépressive', après avoir souligné 'l'importance essentielle dans l'existence de Monsieur B. de la pratique sportive, comme celle de la chasse du reste. Pratiques sportives essentielles à son équilibre psychique, à la fois dans une dimension de bien-être physique mais également entant que mise en acte de ce qu'il appelle son esprit de compétition' (page 5).

Les éléments ainsi réunis caractérisent un préjudice d'agrément indemnisable.

En revanche, la perte de qualité de vie et les troubles ressentis par la victime dans ses conditions d'existence personnelles, familiales et sociales, tels que décrits par son entourage, et notamment les sorties avec sa fille mineure au parc ou au cinéma devenues impossibles faute de pouvoir supporter le bruit, ont été indemnisés au titre du déficit fonctionnel permanent.

Les premiers juges ont ainsi fait une juste appréciation de ce poste de préjudice, dont l'indemnisation à hauteur de 10.000 euros sera dès lors confirmée.

2 - Sur la réparation des préjudices subis par les victimes par ricochet

2.1 - Sur les demandes présentées par Céline B.

Céline B. sollicite l'indemnisation :

- de son préjudice moral et d'affection, en expliquant qu'elle souffre de voir la vie de son mari bouleversée par l'accident, également des difficultés de leur vie commune, son irritabilité et ses troubles du caractère ayant modifié leurs relations,

- des troubles dans les conditions d'existence, en soulignant que l'hyperacousie et les troubles du caractère de son époux sont à l'origine de l'isolement social de leur couple, les sorties ayant été supprimées et les repas de famille ou autres fêtes limités à l'essentiel, et que l'humeur dépressive de son époux lui impose une surveillance et une attention accrues,

soit le versement d'une somme globale de 7.000 euros.

La MAIF sollicite le rejet des demandes en considérant :

- que les préjudices dont souffre Christophe B. lui sont personnels et qu'il n'est pas démontré que ses troubles auraient des répercussions directes et réelles sur sa vie familiale,

- qu'aucune des pièces versées aux débats ne démontre que les requérantes auraient subi des difficultés dans leur existence personnelle.

Céline B. a rédigé une attestation qui est versée aux débats, évoquant un changement de vie radical depuis l'accident de chasse ('on peut dire qu'il y a un avant et un après') et les troubles du caractère de son époux ('il est devenu irritable, agressif également envers moi et surtout dépressif (...) Mon mari a des blessures qui ne sont pas visibles à l'oeil'), et les conséquences des séquelles de l'accident sur leur vie quotidienne : 'Depuis cet accident, j'ai toujours été très vigilante pour demander à notre fille de ne pas crier à la maison, d'éviter de faire du bruit...ce qui est difficile pour un enfant. Elle a longtemps pensé que son père souffrait à cause d'elle. Il a fallu lui expliquer pourquoi son père ne supporte plus le bruit, pourquoi nous évitons les fêtes en famille et entre amis (...) Je n'ai jamais cessé d'être présente à ses côtés, cet accident a créé des liens plus forts et nouveaux entre nous, même si j'avoue que la vie à ses côtés est devenue plus compliquée à vivre au jour le jour. Malgré les accès de violence et pour ne pas le voir sombrer seul dans cette profonde dépression, j'ai décidé de prendre sur moi et de l'aider tant bien que mal à surmonter ses épreuves douloureuses qui sont dorénavant celles de notre foyer'.

L'impact des séquelles de l'accident sur la vie de couple et la vie de famille de Christophe B. résulte également des autres attestations versées aux débats, mais aussi des divers rapports d'expertise, qui précisent que le couple est marié depuis 2004 et décrivent un état anxio-dépressif et des insomnies, des hauts et des bas dans son couple, enfin une irritabilité et une agressivité vis-à-vis de l'entourage familial (rapports C. et D.).

La preuve est ainsi rapportée du préjudice moral subi par Céline B. en lien direct et certain avec le traumatisme sonore subi par son époux le 26 février 2006 et les séquelles de celui-ci.

En revanche, les éléments ci-dessus réunis ne suffisent pas à caractériser des troubles dans les conditions d'existence constitutifs d'un préjudice spécifique qui justifierait une indemnisation distincte.

La somme de 6.000 euros sera par conséquent allouée à Céline B. en réparation de son préjudice par ricochet.

2.2 - Sur les demandes présentées par Christophe et Céline B. pour le compte de leur fille mineure

Ambre B. est née le 19 février 2003. Elle était âgée de 3 ans au moment de l'accident subi par son père.

Christophe et Céline B. sollicitent l'indemnisation :

- de son préjudice moral et d'affection, le changement de comportement et les difficultés de son père étant à l'origine d'une certaine angoisse, Ambre ayant longtemps cru que son père souffrait à cause d'elle,

- des troubles dans les conditions d'existence, la fillette ayant été contrainte au quotidien d'éviter le bruit, les cris et toutes choses qui sont le propre d'une enfance normale et heureuse, ses parents ayant de surcroît limité les fêtes en famille et entre amis.

La MAIF sollicite pareillement le rejet des demandes.

Pour les motifs développés supra, et en l'absence de tout autre élément de preuve des préjudices allégués, la somme de 2.500 euros sera allouée à Céline et Christophe B., en qualité de représentants légaux, en réparation du préjudice par ricochet subi par leur fille mineure.

3 - Sur les dépens et les frais non compris dans les dépens

Compte tenu de la solution du litige, les dépens d'appel incomberont à la MAIF, partie débitrice de l'indemnisation.

La demande de Christophe B., présentée sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile en cause d'appel, sera accueillie dans son principe et dans son montant.

PAR CES MOTIFS,

la Cour

Confirme le jugement du tribunal de grande instance d'Auxerre en date du 20 janvier 2014 en ce qu'il a :

- constaté le droit à indemnisation de Christophe B.,

- fixé les débours de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Yvelines à la somme de 280,55 euros au titre des dépenses de santé,

- condamné la MAIF à payer à Christophe B. la somme de 2.000 euros au titre de l'article 700 du code de procédure civile,

- déclaré le jugement opposable à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Yvelines et à la mutuelle MERCER,

Infirme ledit jugement en ses autres dispositions, et statuant à nouveau dans cette limite,

Condamne la MAIF à payer à Christophe B. la somme de 101.412,84 euros (cent un mille quatre cent douze euros quatre-vingt-quatre centimes) en réparation du préjudice corporel causé par l'accident du 26 février 2006, provisions et sommes versées en exécution provisoire du jugement

non déduites, avec intérêts au taux légal à compter du jugement à concurrence des sommes allouées par celui-ci et à compter du présent arrêt pour le surplus, ladite somme étant détaillée comme suit :

préjudices patrimoniaux	
temporaires	
- dépenses de santé actuelles	1 170,00 €
- frais divers (médecin conseil)	1 450,00 €
- incidence professionnelle	0,00 €
permanents	
- dépenses de santé futures :	
thérapie comportementale	900,00 €
surcoût prévoyance	20 333,56 €
prothèse auditive	759,28 €
- incidence professionnelle	30 000,00 €
préjudices extra-patrimoniaux	
temporaires	
- déficit fonctionnel temporaire	4 800,00 €

- souffrances endurées	10 000,00 €
- préjudice esthétique temporaire	500,00 €
permanents	
- déficit fonctionnel permanent	20 000,00 €
- préjudice esthétique permanent	1 500,00 €
- préjudice d'agrément	10 000,00 €

Condamne la MAIF à payer à Christophe B. la somme de 3.000 euros (trois mille euros) sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile en cause d'appel,

Condamne la MAIF à payer à Céline B. la somme de 6.000 euros (six mille euros) en réparation de son préjudice moral par ricochet, provisions et sommes versées en exécution provisoire du jugement non déduites, avec intérêts au taux légal à compter du jugement,

Condamne la MAIF à payer à Céline et Christophe B., en qualité de représentants légaux, la somme de 2.500 euros (deux mille cinq cents euros) en réparation du préjudice moral par ricochet subi par leur fille mineure Ambre B., provisions et sommes versées en exécution provisoire du jugement non déduites, avec intérêts au taux légal à compter du jugement,

Condamne la MAIF aux dépens d'appel, et dit qu'ils pourront être recouverts par l'avocat de Christophe B. conformément aux dispositions de l'article 699 du code de procédure civile,

Rejette toutes demandes autres, plus amples ou contraires,

Déclare le présent arrêt commun à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Yvelines et à la société MERCER.

LE GREFFIER LE PRÉSIDENT